

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction  
de la pauvreté et du financement du développement**Quatrième session**Bangkok et en ligne, 1<sup>er</sup>-3 novembre 2023

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*\*

**Examen des activités menées en 2022 et 2023 en réponse aux  
demandes formulées par le Comité à sa troisième session et  
aux décisions prises à cette occasion****Examen des activités menées en 2022 et 2023 en réponse  
aux demandes formulées par le Comité des politiques  
macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du  
financement du développement à sa troisième session et  
aux décisions prises à cette occasion****Note du secrétariat***Résumé*

Dans le présent document, le secrétariat expose les activités menées pour donner suite aux demandes formulées par le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement à sa troisième session, tenue à Bangkok et en ligne du 20 au 22 octobre 2021, ainsi qu'à la décision prise à cette occasion. Spécifiquement, le Comité a prié le secrétariat : a) de renforcer ses activités de recherche et d'apporter davantage d'assistance technique aux États membres, dans des domaines tels que la reprise économique après la pandémie, la réduction de la pauvreté et la transformation vers des économies inclusives, résilientes et durables ; b) de continuer à effectuer des analyses et à faciliter la mise en commun des meilleures pratiques et des enseignements à retenir en vue d'accroître la marge de manœuvre budgétaire et de tirer parti de solutions de financement novatrices, vertes et numériques à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable ; c) de continuer à soutenir la coopération multilatérale et la coopération en matière de développement, les partenariats et la mise en commun des expériences dans des domaines tels que la politique macroéconomique, la réduction de la pauvreté et le financement du développement.

Par ailleurs, le Comité a décidé de créer, dans la limite des ressources existantes, le Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable en vue de faciliter une communication plus régulière et plus approfondie entre le Comité, le secrétariat et les ministères concernés. Il a également prié le secrétariat de mener des activités tendant à atteindre cet objectif en consultation avec les États membres et de veiller à ce que le Groupe consultatif soit ouvert à tous les États membres et fonctionne sur une base volontaire et de manière transparente.

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (5 octobre 2023).

\*\* ESCAP/CMPF(4)/1.

Le Comité est invité à formuler des recommandations concernant les mesures prises par le secrétariat en vue de donner suite aux demandes et à la décision susmentionnées. Compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement économique et de la nécessité de s'orienter vers des économies plus inclusives, plus résilientes et plus durables, le Comité est également invité à donner des orientations concernant les activités de recherche et de renforcement des capacités que les États membres jugent les plus utiles en fonction de leur situation. Ces recommandations et orientations aideraient le secrétariat à établir le plan-programme pour 2025 et à améliorer sa collaboration avec le Groupe consultatif.

## I. Introduction

1. À sa troisième session, le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement a prié le secrétariat de donner suite à trois demandes au titre du sous-programme relatif aux politiques macroéconomiques, à la réduction de la pauvreté et au financement du développement. Ces demandes sont les suivantes :

a) **Demande 1.** Le Comité a prié le secrétariat de renforcer ses activités de recherche et d'apporter davantage d'assistance technique aux États membres, dans des domaines tels que la reprise économique après la pandémie, la réduction de la pauvreté et la transformation vers des économies inclusives, résilientes et durables ;

b) **Demande 2.** Le Comité a prié le secrétariat de continuer à effectuer des analyses et à faciliter la mise en commun des meilleures pratiques et des enseignements à retenir en vue d'accroître la marge de manœuvre budgétaire et de tirer parti de solutions de financement novatrices, vertes et numériques à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable ;

c) **Demande 3.** Le Comité a prié le secrétariat de continuer à soutenir la coopération multilatérale et la coopération en matière de développement, les partenariats et la mise en commun des expériences dans des domaines tels que la politique macroéconomique, la réduction de la pauvreté et le financement du développement.

2. En outre, le Comité a décidé de créer, dans la limite des ressources existantes, le Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable en vue de faciliter une communication plus régulière et plus approfondie entre le Comité, le secrétariat et les ministères concernés et prié le secrétariat de mener des activités tendant à atteindre cet objectif en consultation avec les États membres et de veiller à ce que le Groupe consultatif soit ouvert à tous les États membres et fonctionne sur une base volontaire et de manière transparente.

## II. Mise en œuvre des demandes 1 à 3, notamment des activités en lien avec le relèvement après la pandémie<sup>1</sup>

### A. Suite donnée à la demande 1

3. S'appuyant sur les analyses figurant dans les éditions 2020 et 2021 de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique (*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific*), qui évoquaient le risque d'une reprise économique en K car les personnes et les pays vulnérables étaient laissés pour compte à cause des contractions économiques induites par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le secrétariat s'est penché,

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur les publications, les supports de connaissance et les activités menées au cours de la période considérée, voir les annexes I à IV.

dans l'édition 2022 de l'Étude, sur les déséquilibres de la reprise économique après la pandémie, que ce soit entre les pays ou dans un même pays. Soulignant les effets durables de la pandémie sur la productivité du travail et le bien-être économique et notant les liens manifestes entre croissance économique et inégalités, en 2022, le secrétariat s'est attaché à promouvoir un développement inclusif dans la région. Il a estimé que des politiques budgétaires mieux ciblées et des stratégies de distribution mises en œuvre avant impôts et transferts, par exemple pour assurer l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé, étaient essentielles à une prospérité partagée. Il a également examiné les diverses politiques applicables aux banques centrales qui pourraient favoriser le développement inclusif.

4. Dans un contexte d'envolée de la dette publique et du surendettement, de flambée des coûts d'emprunt et d'incertitude économique accrue, dans l'Étude de 2023, le secrétariat a cherché comment atteindre les objectifs de développement durable tout en maintenant la soutenabilité de la dette publique à long terme. Il a estimé que la dette publique pouvait financer efficacement le développement durable si elle était utilisée de manière judicieuse et sur une longue durée. Le secrétariat a également proposé une nouvelle stratégie à long terme pour évaluer la soutenabilité de la dette publique. Cette démarche tient compte des dépenses devant être engagées et des stratégies de financement associées pour poursuivre efficacement les objectifs et présente une analyse des avantages socioéconomiques et environnementaux des investissements consacrés à la réalisation des objectifs et des effets de ces investissements sur la trajectoire future de la dette publique.

5. En ce qui concerne l'assistance technique, en 2021 et 2022, le secrétariat a mené des projets de renforcement des capacités visant à intégrer le développement durable dans la modélisation macroéconomique en Indonésie, en Mongolie, au Népal et à Sri Lanka. Fondés sur le modèle macroéconomique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), les projets ont aidé les pays bénéficiaires à évaluer les effets socioéconomiques et environnementaux potentiels durables de certains scénarios stratégiques. En consultation avec les parties prenantes de ces pays, le secrétariat a réalisé des études et organisé des ateliers et des séances pratiques de formation à la modélisation. Dans le cadre d'un projet similaire mis en œuvre en Thaïlande, un atelier national est prévu en octobre 2023. En parallèle, le secrétariat mène un projet d'assistance technique au Viet Nam visant à mettre en application la démarche proposée dans l'Étude de 2023. D'autres pays devraient également confirmer leur intérêt pour des projets d'assistance technique similaires.

6. S'agissant des expériences menées pour réduire la pauvreté, le secrétariat a réalisé trois études de cas ayant pour objet le Bangladesh, la Chine et les Philippines à la fin de 2021. Dans le cadre de l'étude concernant le Bangladesh, le secrétariat a étudié les facteurs de pauvreté propres au pays et examiné les effets possibles de la pandémie de COVID-19. En ce qui concerne l'étude portant sur la Chine, il s'est concentré sur l'intégration de l'écologie et de la réduction de la pauvreté et a tiré des leçons des efforts faits par le pays à cette fin. Dans l'étude ayant pour objet les Philippines, il a passé en revue les enseignements à retenir des mesures de réduction de la pauvreté et étudié les domaines prioritaires et les mesures de politique générale possibles pour le futur. Les premières conclusions de ces études ont été présentées lors d'une manifestation parallèle intitulée « Réduction de la pauvreté prospective et ciblée dans le cadre de la reprise après la COVID-19 : derniers retours d'expérience sur les mesures appliquées par les pays de l'Asie et du Pacifique », qui s'est tenue lors de la troisième session du Comité.

7. Dans une note d'orientation visant à analyser les impacts socioéconomiques de la guerre en Ukraine qui a commencé au début de l'année 2022, le secrétariat a évalué dans quelle mesure les pays étaient exposés à des hausses du prix de l'énergie et des denrées alimentaires et au ralentissement des flux financiers, et mis en évidence un certain nombre de stratégies dans le contexte de l'Asie et du Pacifique. La recherche a également contribué à l'exercice mené à l'échelle du système des Nations Unies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dont l'objectif était de déterminer l'exposition des pays au conflit.

8. Dans le cadre des activités déployées à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'aider les États à mobiliser des ressources financières pour le développement pendant la pandémie de COVID-19 et compte tenu de la marge de manœuvre budgétaire limitée, le secrétariat a fourni une assistance technique au Kirghizistan, au Pakistan et au Samoa en ce qui concerne les politiques budgétaires et la reprise verte et durable en 2022. Dans le cadre de ces activités, le secrétariat a d'abord évalué les besoins à court et à long termes des gouvernements en procédant à une évaluation rapide de l'impact immédiat de la pandémie de COVID-19, puis les a aidés à élaborer des stratégies de relance économique. Sans perdre de vue les objectifs de développement durable à atteindre et l'importance de la soutenabilité de la dette, le secrétariat a élaboré un modèle macroéconomique pour aider les gouvernements à concevoir des politiques de relance. En outre, il a organisé une série d'ateliers à l'intention des responsables politiques de chaque pays bénéficiaire, au cours desquels ils ont pu apprendre comment appliquer ce modèle et débattre des principales conclusions des études nationales.

## **B. Suite donnée à la demande 2**

9. Tout en étant conscient que la marge de manœuvre budgétaire restait limitée, le secrétariat a poursuivi ses activités visant à trouver des solutions de financement novatrices, vertes et numériques pour atteindre les objectifs de développement durable. À cette fin, il a élaboré des supports de connaissance, organisé des ateliers de renforcement des capacités et fourni une assistance technique.

10. En ce qui concerne les incidences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 et afin de soutenir l'inclusion financière et les perspectives de croissance des microentreprises et petites et moyennes entreprises, le secrétariat a organisé en 2022 deux ateliers nationaux, au Bangladesh et au Bhoutan. Ensuite, un atelier régional de formation a été organisé afin de mettre en commun les meilleures pratiques et les innovations en matière d'adaptation des systèmes de paiement interopérables et d'exploitation des solutions numériques, l'objectif étant d'aider les particuliers et les microentreprises et petites et moyennes entreprises. Dans ce contexte, le secrétariat a publié deux rapports, l'un sur le rôle des paiements numériques et l'autre sur le rôle des banques.

11. Pour relever les nouveaux défis et examiner les possibilités liées à la fiscalité à l'ère du numérique, en 2022, le secrétariat a mis en œuvre un projet de renforcement des capacités comprenant deux volets de travail parallèles mais interdépendants.

12. Le premier volet de travail portait sur l'utilisation de la technologie numérique par les administrateurs fiscaux afin d'améliorer la perception des recettes. Dans le cadre de ce volet, le secrétariat a publié un manuel à l'intention des praticiens et organisé un atelier régional sur la dématérialisation

des administrations fiscales en Asie et dans le Pacifique. Au niveau national, il a apporté un appui technique à la Direction des recettes publiques et des impôts du Bhoutan sur la dématérialisation des processus de l'administration fiscale en organisant huit séances de formation interactives de deux heures, un atelier national de deux jours et en établissant un rapport national.

13. Le deuxième volet de travail portait sur la question de l'imposition de l'économie numérique. Une vue d'ensemble des solutions disponibles a été présentée et une note d'information sur les choix stratégiques et d'autres considérations a été établie à l'intention du Gouvernement indien, qui est un pionnier dans ce domaine aux échelons régional et mondial. Afin de promouvoir les meilleures pratiques et les enseignements à retenir, un atelier régional sur l'imposition de l'économie numérique en Asie et dans le Pacifique a été organisé en octobre 2022. En 2022 également, un cours de formation de deux jours sur le sujet a été organisé par le secrétariat, en collaboration avec le Bureau international de documentation fiscale, à l'intention de 24 fonctionnaires de l'Administration nationale des recettes publiques du Bangladesh.

14. Des activités de suivi en lien avec ces deux volets de travail sont prévues pour 2023. En ce qui concerne la transformation numérique des administrations fiscales, le secrétariat collabore avec l'Administration fédérale des recettes publiques du Pakistan en vue de contribuer au renforcement des capacités de sa nouvelle Direction générale des initiatives numériques. S'agissant de l'imposition de l'économie numérique, le secrétariat collabore avec le Bureau international de documentation fiscale en vue d'organiser une deuxième série de formations à l'intention des fonctionnaires de l'Administration nationale des recettes publiques du Bangladesh.

15. Le secrétariat a apporté son concours aux activités menées à l'échelle du système des Nations Unies sur les cadres de financement nationaux intégrés en participant à deux projets. Le premier, financé par le Fonds commun pour les objectifs de développement durable et mis en œuvre en partenariat avec l'Institut de recherche économique du Kazakhstan, portait sur l'harmonisation des politiques et des financements avec les objectifs de développement durable en vue de la mise en place d'un cadre de financement national intégré au Kazakhstan. Il s'est concentré sur deux domaines : a) le renforcement de la capacité à évaluer les besoins et les lacunes en matière de financement et le coût de réalisation d'un objectif donné ; b) l'appui à la formulation d'une stratégie de financement pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises afin de veiller à ce qu'elles soient en accord avec certains objectifs applicables. En ce qui concerne le premier domaine, le secrétariat, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a produit un rapport technique sur une méthode d'évaluation du coût de la réalisation de la cible 4.2 associée aux objectifs de développement durable<sup>2</sup> et organisé un séminaire de formation sur cette méthodologie au niveau national. S'agissant du deuxième domaine, le secrétariat a élaboré un rapport et organisé un atelier sur la manière d'intégrer efficacement le financement des petites et moyennes entreprises dans le cadre de financement national intégré du Kazakhstan.

---

<sup>2</sup> D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préprimaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.

16. Le second projet, financé par le Compte de l'ONU pour le développement, s'intitulait « Mise en place de cadres de financement nationaux intégrés ». Il s'agissait d'un projet interinstitutionnel dirigé par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, auquel participaient la CNUCED et les cinq commissions régionales. Le secrétariat de la CESAP a travaillé sur le Pakistan et le Samoa. S'agissant du Pakistan, il a réalisé une évaluation préliminaire des domaines prioritaires pour l'élaboration d'un cadre de financement national intégré. L'un des domaines recensés étant le système fiscal, le secrétariat a apporté une assistance technique à l'Administration fédérale des recettes publiques du Pakistan concernant diverses initiatives liées à la dématérialisation des processus d'administration fiscale, y compris la facturation électronique, la retenue d'impôt électronique et la mise en place d'un système de point de vente. Dans le cadre de ce projet, le secrétariat a établi un rapport technique, organisé une formation à l'intention du personnel de l'Administration fédérale des recettes publiques et une conférence internationale sur le sujet. Toujours dans le cadre de ce projet, le secrétariat travaille en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue du lancement du cadre de financement national intégré du Pakistan d'ici à la fin de 2023. Le secrétariat aide également le gouvernement du Samoa à mobiliser des fonds pour l'action climatique en mettant l'accent sur des solutions fondées sur la nature.

17. Afin de mobiliser davantage d'investissements au profit d'une action climatique équitable et accélérée, le secrétariat met en œuvre un nouveau projet visant à aider certains États membres, dont le Samoa, dans trois domaines : a) comprendre le rôle des solutions fondées sur la nature dans la lutte contre les changements climatiques ; b) accroître les investissements dans des solutions fondées sur la nature en utilisant des mécanismes de financement novateurs à l'appui de l'action climatique ; c) mettre au point des pratiques commerciales qui favorisent les solutions fondées sur la nature. Le projet donnera lieu à un rapport thématique comprenant des recommandations et proposant des mesures visant à accélérer le financement de l'action climatique et les investissements dans les solutions fondées sur la nature d'ici à la fin de 2023.

18. En 2022, mettant à profit les échanges initiaux tenus avec le Ministère de l'économie et des finances du Cambodge, le secrétariat de la CESAP et l'Institut mondial de la croissance verte ont appuyé la rédaction d'un chapitre sur les obligations thématiques devant figurer dans le cadre d'action global du pays pour le développement de titres d'État pour la période 2023-2028. Depuis qu'il a reçu ce soutien, le Gouvernement cambodgien a souhaité continuer à recevoir un appui en matière de renforcement des capacités et une assistance technique en vue de mettre au point son propre cadre relatif aux obligations durables et de déterminer les prochaines étapes de l'émission d'obligations souveraines durables. En outre, en collaboration avec l'Autorité de régulation des marchés financiers du Cambodge, le secrétariat et plusieurs de ses partenaires de développement ont lancé le programme « *Cambodia Sustainable Bond Accelerator* » (Accélérateur d'obligations durables au Cambodge) afin d'aider les émetteurs d'obligations privés à s'adapter et à se conformer aux meilleures pratiques du marché applicables.

19. De plus, à la demande du Gouvernement cambodgien, plusieurs initiatives ont été entreprises en vue d'aider le pays à élaborer des mécanismes et des politiques de financement pour combler le déficit de financement de l'action climatique. En collaboration avec la Banque nationale du Cambodge, le secrétariat a effectué une analyse de la situation actuelle du secteur financier

cambodgien et des politiques relatives à la finance durable<sup>3</sup>. Toujours en collaboration avec la Banque nationale du Cambodge, ainsi qu'avec l'Autorité de régulation des marchés financiers du Cambodge, une séance de formation a été organisée à l'intention des émetteurs publics et privés d'obligations thématiques.

20. Dans le courant de 2022, le Gouvernement bhoutanais a demandé à recevoir un appui similaire. En 2020, le Bhoutan avait déjà reçu une assistance technique en lien avec l'émission de ses premières obligations et il souhaitait diversifier davantage ses émissions en proposant des obligations durables. À la fin de 2022, une première séance de formation multilatérale a été organisée sur ce sujet afin de soutenir l'émission d'obligations souveraines durables. Un projet de cadre relatif aux obligations durables est en cours d'élaboration, l'objectif étant qu'il soit prêt à la fin de 2023.

21. En 2022, Sri Lanka a connu l'une des pires crises économiques depuis des décennies. Le gouvernement a sollicité l'aide du secrétariat qui lui a proposé deux initiatives interdépendantes. Dans un premier temps, en partenariat avec le Conseil du développement durable, la Banque centrale et le Ministère des finances, de la stabilisation économique et des politiques nationales de Sri Lanka, le secrétariat a réalisé une analyse de modélisation macroéconomique qui a examiné les incidences économiques, sociales et environnementales possibles de scénarios stratégiques donnés qui pourraient aider Sri Lanka à construire en mieux pour l'avenir et à rétablir la stabilité budgétaire. Dans un deuxième temps, en partenariat avec le Conseil du développement durable et le Ministère des finances, de la stabilisation économique et des politiques nationales, le secrétariat a contribué à l'élaboration du cadre relatif aux obligations vertes du pays. Ce cadre peut être utilisé à court terme pour soutenir la restructuration de la dette (conformément à l'accord conclu avec le Fonds monétaire international au titre du mécanisme élargi de crédit), éventuellement sous la forme d'une conversion de dettes en mesures en faveur du climat, afin d'alléger la dette tout en faisant en sorte que le financement soit en accord avec les objectifs de lutte contre les changements climatiques. Le cadre sera également utile à long terme, une fois que la soutenabilité de la dette et l'accès aux marchés auront été rétablis, pour attirer de nouvelles formes de capitaux conformes aux ambitions climatiques. Le gouvernement a également bénéficié d'un appui technique consultatif via l'organisation d'une formation sur l'émission d'obligations durables à l'intention des principaux ministères et autorités de régulation responsables de l'émission d'obligations thématiques.

22. Fort de la dynamique créée en 2022, le secrétariat continue d'apporter son soutien à Sri Lanka en 2023. Plus précisément, un cadre relatif aux obligations vertes a été créé à l'issue de consultations avec les ministres concernés et d'autres parties prenantes. Le cadre a été validé par le Cabinet et une procédure tenant compte des meilleures pratiques internationales est en cours.

23. Pour faciliter la mise en commun des connaissances et des meilleures pratiques, le 13 décembre 2022, le secrétariat a organisé une concertation sur l'élargissement du financement et de l'investissement durables dans les pays du Sud avec la participation d'Ulrich Volz, Directeur du Centre pour le financement durable de l'École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres.

---

<sup>3</sup> CESAP, *Green and Sustainable Financial Market Analysis: Financing Cambodia's Future* (Bangkok, 2022).

### C. Suite donnée à la demande 3

24. Le secrétariat continue de soutenir la coopération multilatérale et la coopération en matière de développement, les partenariats et la mise en commun des expériences dans des domaines tels que la politique macroéconomique, la réduction de la pauvreté et le financement du développement. Quelques exemples notables sont présentés ci-après.

25. Les 14 et 15 septembre 2021, le secrétariat et Green Fiscal Policy Network ont organisé un atelier régional sur le rôle des politiques budgétaires dans une relance verte après la COVID-19 et sur les retours d'expérience, meilleures pratiques et prochaines étapes dans la région Asie-Pacifique. À cette occasion, les participant(e)s ont abordé, entre autres sujets, les obligations vertes, la budgétisation verte, les politiques budgétaires visant à accroître l'investissement vert privé, la tarification du carbone et l'économie politique des politiques budgétaires vertes.

26. Lors de la sixième réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui s'est tenue le 2 octobre 2020, les États membres de l'ASEAN se sont engagés à continuer d'élaborer un programme global de financement durable qui couvre les secteurs de la banque, des marchés de capitaux et de l'assurance et à encourager une plus grande coordination entre les comités de travail pertinents de l'ASEAN. Conformément à cet engagement, il a été recommandé d'élaborer un document d'orientation - un « plan vert de l'ASEAN » - pour des activités globales et unifiées visant à rendre plus écologique le système financier au niveau régional. La CESAP, le Centre de coopération financière ASEAN-Corée et l'Institut mondial de la croissance verte prendront la direction des recherches pour le plan vert de l'ASEAN, dont l'objectif est de tracer la voie que devront suivre les activités de l'ASEAN en lien avec le financement durable et vert.

27. En novembre 2021, le secrétariat et l'Institut mondial de la croissance verte ont publié un rapport intitulé *Green and Climate Finance Options to Support the Post COVID-19 Pandemic Recovery and Climate Action* (solutions de financement vert et pour le climat visant à soutenir le relèvement après la pandémie de COVID-19 et l'action climatique) qui a été lancé en ligne en marge de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Dans cette publication, ils ont recensé les principales lacunes des politiques publiques et les obstacles majeurs au financement de la lutte contre les changements climatiques, en présentant une série d'instruments et de mécanismes financiers visant à remédier à ces problèmes, tels que le financement de projets, les fonds et les mécanismes, les obligations thématiques, la tarification du carbone et la conversion de dettes en mesures en faveur du climat.

28. En avril 2022, la CESAP et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ont appuyé l'organisation de la Conférence régionale sur la dette du Pacifique qui avait pour thème la soutenabilité de la dette dans le Pacifique au lendemain de la pandémie de COVID-19<sup>4</sup>. La Conférence a permis : a) de renforcer le partenariat entre la CESAP et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ; b) de réunir des débiteurs, des créanciers et des représentants de la société civile afin de débattre d'un programme adapté au contexte ; c) d'obtenir un consensus sur les points essentiels et une meilleure compréhension des

<sup>4</sup> Voir [www.unescap.org/events/2022/pacific-regional-debt-conference-addressing-debt-sustainability-pacific-aftermath-covid](http://www.unescap.org/events/2022/pacific-regional-debt-conference-addressing-debt-sustainability-pacific-aftermath-covid).



préoccupations et des possibilités liées à la dette dans les petits États insulaires en développement du Pacifique ; d) de parvenir à un accord de la Réunion des ministres de l'économie du Forum des îles du Pacifique visant à mettre en place un mécanisme régional de collaboration avec les partenaires de développement sur la soutenabilité de la dette.

29. En mai 2022, le secrétariat, en collaboration avec l'Association of Development Financing Institutions in Asia and the Pacific, la Global Reporting Initiative, l'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier et le Fonds mondial pour la nature, a lancé une série de cours en ligne, connue sous le nom de Finance Flows' Sustainable Banking Academy. L'objectif de ce partenariat est de soutenir l'adoption de pratiques de financement durable dans l'ensemble du secteur bancaire privé. Ces cours en ligne sont conçus pour mobiliser la communauté bancaire et leur donner les moyens de faire en sorte que leurs pratiques aient des résultats durables.

30. En outre, le secrétariat de la CESAP a élaboré un module de formation en collaboration avec la Luxembourg Green Exchange, la première et la plus importante bourse au monde consacrée à la finance durable, et organisé deux ateliers de formation. Le premier atelier, portant sur l'émission d'obligations thématiques, s'est tenu au Cambodge les 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2022. L'atelier, qui avait pour objectif d'aider les pouvoirs publics et le secteur privé à comprendre les principes, les procédures et les meilleures pratiques en matière d'émission d'obligations thématiques, a influencé le lancement en cours de l'Accélérateur d'obligations durables au Cambodge.

31. Suite au succès du premier atelier de formation, un deuxième atelier a été organisé à Sri Lanka, avec la collaboration du gouvernement. L'atelier a facilité les discussions et le partage d'informations sur les meilleures pratiques en matière d'émission d'obligations thématiques en relation avec la restructuration de la dette, et contribué à la mise au point finale du cadre relatif aux obligations vertes de Sri Lanka à laquelle a participé le secrétariat.

32. Conformément à la pratique établie, une série de concertations sur les éditions de 2022 et de 2023 de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique ont été organisées conjointement avec les États membres, les bureaux sous-régionaux de la CESAP, d'autres entités des Nations Unies et des organisations multilatérales. Ces concertations portaient sur les expériences nationales en matière de politique générale, contribuant ainsi à l'élaboration de politiques et au partage des connaissances. En 2023, l'accent a été mis sur la collaboration avec les États membres pour l'organisation de dialogues stratégiques.

33. Pour faciliter la mise en commun des meilleures pratiques et des enseignements dans le domaine du financement de l'action climatique, le 19 avril 2023, la CESAP a organisé une manifestation parallèle sur la définition du financement de la transition énergétique en Asie et dans le Pacifique et sur les enseignements tirés des partenariats pour une transition énergétique juste de l'Indonésie et du Viet Nam lors du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

34. On trouvera ci-dessous quelques exemples de partenariats avec des entités des Nations Unies :

a) En 2022, dans le contexte de la guerre en Ukraine et avec le soutien technique de la CNUCED et des commissions régionales, dont la CESAP, le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière a élaboré une carte thermique mondiale permettant

d'évaluer l'exposition des pays au conflit. En 2023, le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière a mis à jour les outils d'évaluation de la vulnérabilité afin de renseigner davantage les mesures politiques nécessaires ;

b) Face à l'augmentation de l'endettement public dans le monde, la CESAP et les autres commissions régionales ont organisé une manifestation parallèle sur les perspectives régionales concernant la refonte des politiques de la dette publique en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Cette manifestation parallèle s'est tenue à New York le 18 avril 2023 dans le cadre du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement. Un document de travail commun a également été élaboré sur des sujets tels que les tendances de la dette et les vulnérabilités, le réexamen des évaluations de la dette publique, le renforcement des ressources budgétaires et la résolution du problème de la dette souveraine ;

c) En 2023, afin d'évaluer la dette publique dans le monde et son impact sur le développement et d'étudier les possibilités qui s'offrent en matière de politiques, le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière, avec l'appui technique de la CNUCED et des commissions régionales, dont la CESAP, a élaboré un tableau de bord de la dette publique mondiale<sup>5</sup> qui comprend des graphiques interactifs et des données nationales téléchargeables. Ce tableau de bord met en évidence les principales tendances de la dette aux niveaux mondial et régional et les priorités stratégiques pour relever le défi de la dette mondiale et parvenir à un développement durable ;

d) Afin d'enrichir les débats lors des réunions mondiales de haut niveau en 2023, y compris lors du Sommet sur les objectifs de développement durable en septembre, la CESAP et les autres commissions régionales ont préparé des évaluations au niveau national sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et les voies de transformation. Pour l'Asie et le Pacifique, les évaluations ont également porté sur les besoins en matière de dépenses, les principaux problèmes qui font obstacle au développement et certaines priorités stratégiques au Bangladesh, au Kazakhstan, en Mongolie, au Samoa et au Viet Nam ;

e) Lors de la mise en œuvre des projets d'assistance technique susmentionnés sur l'intégration du développement durable dans la modélisation macroéconomique en Indonésie et en Thaïlande, le secrétariat a collaboré avec le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, qui comprend l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation internationale du Travail, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ;

f) En août 2022, le secrétariat de la CESAP, en collaboration avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a organisé un atelier de formation sur l'accès au financement de l'action climatique et la mobilisation de ce financement pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ;

g) Une manifestation régionale d'échange de connaissances sur le financement du développement durable en Asie et dans le Pacifique en période de volatilité et d'incertitude s'est tenue à Bangkok les 12 et 13 juin 2023. Elle a été organisée par le secrétariat en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, le Mécanisme du cadre de financement national intégré et le PNUD. Tenue sur deux jours, elle a

---

<sup>5</sup> Voir <https://unctad.org/publication/world-of-debt/dashboard>.

rassemblé plus de 130 représentant(e)s de gouvernements, d'investisseurs, de banques, d'institutions financières internationales, d'institutions de financement du développement, d'instituts universitaires, d'émetteurs d'obligations et d'organisations de la société civile de 20 pays de l'Asie et du Pacifique. Les pays ont partagé leurs expériences lors de tables rondes et au moyen de stands lors d'une exposition sur le cadre de financement national intégré. Cette manifestation a permis de mieux cerner l'importance de l'innovation dans le financement des objectifs de développement durable dans une région dynamique et dans un environnement économique difficile ;

h) Le 28 mars 2022, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et la CESAP ont organisé un cours de formation introductif sur les instruments de financement durable pour une reprise inclusive ;

i) En amont de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la CESAP et les autres commissions régionales, en collaboration avec le Bureau des commissions régionales à New York, la présidence égyptienne et les champions de haut niveau pour l'action climatique des vingt-sixième et vingt-septième sessions de la Conférence des Parties, ont soutenu et contribué à l'élaboration de la publication intitulée *Towards COP27: Compendium of Climate-Related Initiatives - Opportunities for Climate Finance and Investments on the SDGs*. Cette publication, qui est un recueil d'initiatives à fort impact, prêtes à recevoir des investissements et liées au climat, en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris et provenant de toute l'Asie et du Pacifique, devrait catalyser les flux de financement des investisseurs privés vers les États ;

j) En collaboration avec la CNUCED et la Commission économique pour l'Afrique, la CESAP organisera une session de haut niveau sur le financement de partenariats pour une transition énergétique juste se fondant sur les retours d'expériences de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie et du Viet Nam, qui se tiendra à Abou Dhabi le 16 octobre 2023 dans le cadre du Forum mondial de l'investissement de 2023.

#### **D. Suite donnée à la décision**

35. Pour donner suite à la décision de créer, dans la limite des ressources existantes, le Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable, dans une lettre datée du 7 mars 2022, le Président de la troisième session du Comité a invité les États membres et les membres associés de la CESAP à désigner des représentant(e)s. Au 31 août 2023, le Groupe consultatif comprenait des représentant(e)s de 23 États membres et d'un membre associé<sup>6</sup>.

36. Le Groupe consultatif a tenu quatre réunions en ligne :

a) La première réunion s'est tenue le 20 juillet 2022 en présence de 23 représentant(e)s de 14 États membres et d'un membre associé de la CESAP, ainsi que de deux représentant(e)s d'ambassades en Thaïlande. L'objectif de la réunion était d'échanger des informations sur la structure de base du secrétariat de la CESAP et sur les travaux de ses divisions, en particulier la Division des politiques macroéconomiques et du financement du développement. Les participant(e)s à la réunion ont également discuté du projet de mandat du Groupe consultatif et de la fréquence de ses futures réunions ;

<sup>6</sup> Pour plus de détails, voir annexe V.

b) La deuxième réunion s'est tenue le 28 novembre 2022, en même temps que des réunions de groupes d'experts portant sur deux publications à venir : *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2023: Rethinking Public Debt for the Sustainable Development Goals* et *Sustainable Finance: Bridging the Gap in Asia and the Pacific*. Quatorze représentant(e)s de neuf États membres et d'un membre associé de la CESAP, ainsi qu'un(e) représentant(e) d'ambassade en Thaïlande y ont assisté. Les participant(e)s à la réunion ont discuté en détail des projets de publications. Plusieurs membres ont exprimé en personne les vues et les perspectives de leur pays, tandis que d'autres ont fourni après la réunion des commentaires écrits sur les rapports ;

c) Pour permettre au plus grand nombre possible de membres du Groupe consultatif d'y participer, la troisième réunion s'est tenue en deux sessions, le 27 février et le 9 mars 2023. Les ordres du jour des deux sessions étaient identiques. La troisième réunion a rassemblé 18 représentant(e)s de 11 États membres et d'un membre associé qui, en collaboration avec les gouvernements, ont débattu de l'organisation de dialogues stratégiques visant à diffuser les résultats de recherche et les recommandations des publications *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2023* et *Sustainable Finance: Bridging the Gap in Asia and the Pacific* ;

d) La quatrième réunion, qui s'est tenue le 31 août 2023, a rassemblé 18 représentant(e)s de 10 États membres et d'un membre associé. Lors de cette réunion, le Groupe consultatif a évoqué les préparatifs de la quatrième session du Comité et indiqué sa participation.

37. Avec le soutien et la collaboration du Groupe consultatif, un dialogue sur les politiques nationales a été organisé au Cambodge le 13 juillet 2023 afin de discuter des messages clés de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023. Des dialogues similaires sont prévus en Mongolie, à Sri Lanka et en Thaïlande.

### III. Questions portées à l'attention du Comité

38. Le Comité est invité à formuler des recommandations concernant les mesures prises par le secrétariat en vue de donner suite aux demandes et à la décision formulées à sa troisième session, en 2021. Compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement économique et de la nécessité de s'orienter vers des économies plus inclusives, plus résilientes et plus durables, le Comité est également invité à donner des orientations sur les activités de recherche et de renforcement des capacités que les États membres jugent les plus utiles en fonction de leur situation. Ces recommandations et orientations aideraient le secrétariat à établir le plan-programme pour 2025 et à améliorer sa collaboration avec le Groupe consultatif.

## Annexe I

### Publications et supports de connaissances

#### I. Études analytiques et rapports

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). *The Digitalization of Tax Administrations in Asia and the Pacific: a Manual for Practitioners*. Bangkok, 2022.

CESAP. *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2022: Building Forward Fairer - Economic Policies for an Inclusive Recovery and Development*. Bangkok, 2022.

CESAP. *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2023: Rethinking Public Debt for the Sustainable Development Goals*. Bangkok, 2023.

CESAP. *Green and Climate Finance Options to Support Post COVID-19 Pandemic Recovery and Climate Action*. Bangkok, 2021.

CESAP. *Green and Sustainable Financial Market Analysis: Financing Cambodia's Future*. Bangkok, 2022.

CESAP. An introduction to issuing thematic bonds. Bangkok, 2021.

CESAP. MSME access to finance: the role of digital payments. MSME Financing Series, numéro 7. Bangkok, 2022.

CESAP. Small and medium-sized enterprises lending approaches: the role of banks in Asia. MSME Financing Series, numéro 6. Bangkok, 2022.

CESAP. *Sustainable Finance: Bridging the Gap in Asia and the Pacific*. À paraître.

#### II. Documents de travail

Banerjee, Shuvojit. Enhancing fiscal space and ensuring sustainable financing, MPFD Working Papers, n° WP/23/01. Bangkok, février 2023.

Holland, Dawn et Vatcharin Sirimaneetham. Policy scenarios to build forward better in Asia and the Pacific. MPFD Working Papers, n° WP/21/08. Bangkok, décembre 2021.

Javed, Sajid Amin, Sara Zafar Cheema et Dawn Holland. Fiscal stimulus for an inclusive, green and forward-looking recovery, leveraging the SDG Agenda: an assessment for Pakistan. MPFD Working Papers, n° WP/22/01. Bangkok, février 2022.

Lim, Xiang-li et Vatcharin Sirimaneetham. Securing green development: can Asia-Pacific central banks and financial supervisory authorities do more?. MPFD Working Papers, n° WP/21/10. Bangkok, décembre 2021.

Madan, Nitin et Alberto Isgut. Enhancing digital G2P transfer capacities in the Asian LDCs. MPFD Working Papers, n° WP/22/04. Bangkok, décembre 2022.

Salimova-Tekay, Jannat. Infrastructure financing in Kazakhstan. MPFD Working Papers, n° WP/22/02. Bangkok, mars 2022.

Salimova-Tekay, Jannat. Infrastructure financing in Kyrgyzstan. MPFD Working Papers, n° WP/22/03. Bangkok, mars 2022.

Samuwai, Jale. Understanding the climate finance landscape and how to scale it up in Pacific small island developing States. ESCAP Working Papers, n° ESCAP/1-WP/25. Bangkok, septembre 2021.

Sirimaneetham, Vatcharin. Fiscal policy options to build forward better. MPFD Working Papers, n° WP/21/07. Bangkok, décembre 2021.

### **III. Notes d'orientation**

Cho, Chleo et Daniel Jeongdae Lee. Public expenditures and inequality in Asia-Pacific: understanding the relationship. MPFD Policy Briefs, n° 124. Bangkok, 2022.

CESAP. Addressing public debt challenges to effectively pursue the Sustainable Development Goals: regional perspectives. Policy Briefs, n° ESCAP/1-PB/34. Avril 2023.

CESAP. The war in Ukraine: impacts, exposure and policy issues in Asia and the Pacific. Policy Brief n° ESCAP-1-PB/25. Bangkok, mai 2022.

Grigoryan, Erik, Alberto Isgut et Patrick John Martin. Debt for climate swaps in the Pacific SIDS. MPFD Policy Briefs, n° 123. Bangkok, 2022.

Grigoryan, Erik *et al.* Debt-for-climate swaps as a tool to support the implementation of the Paris Agreement. MPFD Policy Briefs, n° 121. Bangkok, 2021.

Huang, Zhenqian et Sweta Saxena. Will I be rich if I come from an impoverished family? Improving intergenerational mobility in Asia and the Pacific. MPFD Policy Briefs, n° 122. Bangkok, 2021.

Singh, Charan et Vatcharin Sirimaneetham. Adopting good practices on public debt management in Asia and the Pacific. MPFD Policy Briefs, n° 119. Bangkok, 2021.

Sirimaneetham, Vatcharin. Boosting sustainable investing in Asia and the Pacific by public institutional investors. MPFD Policy Briefs, n° 120. Bangkok, 2021.

Sirimaneetham, Vatcharin. Ensuring public debt sustainability in the Pacific small island developing States. MPFD Policy Briefs, n° 125. Bangkok, 2022.

### **IV. Ressources interactives et bases de données**

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Instrument « A world of debt ». Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/publication/world-of-debt/dashboard>.

## Annexe II

### Ateliers de renforcement des capacités

#### I. Ateliers de renforcement des capacités sur la transformation numérique des administrations fiscales

1. Sept séances de formation préalable, en ligne, du 21 juillet au 28 septembre 2022.
2. Atelier sur l'imposition de l'économie numérique en Asie et dans le Pacifique, en ligne, 25 octobre 2022.
3. Atelier sur la transformation numérique des administrations fiscales en Asie et dans le Pacifique, en ligne, 26 octobre 2022.
4. Atelier sur l'analyse des données et l'apprentissage automatique à l'intention des fonctionnaires de l'administration fiscale du Bhoutan, Thimphou, 22-24 novembre 2022.
5. Formation du Bureau international de documentation fiscale et de la CESAP à l'intention de l'Administration nationale des recettes publiques du Bangladesh, 14 et 15 décembre 2022.

#### II. Ateliers de renforcement des capacités sur les cadres de financement nationaux intégrés

6. Séminaire de formation sous-régional sur l'inclusion financière des petites et moyennes entreprises dans les cadres de financement nationaux intégrés, Bangkok et en ligne, 24 février 2022.
7. Réunion d'experts sur l'évaluation de l'inclusion financière des petites et moyennes entreprises dans les cadres de financement nationaux intégrés, Nour-Soultan, 23 août 2022.
8. Atelier sur un modèle de calcul des coûts pour la cible 4.2 associée aux objectifs de développement durable, Nour-Soultan et en ligne, 24 et 25 août 2022.
9. Réunion d'experts sur la mise en œuvre d'un modèle de calcul des coûts pour la cible 4.2 associée aux objectifs de développement durable pour le Kazakhstan, Nour-Soultan, 26 août 2022.
10. Séminaire national sur la présentation des résultats du modèle de calcul des coûts pour la cible 4.2 associée aux objectifs de développement durable et discuter des possibilités pratiques de l'utilisation du modèle et de l'amélioration de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises dans le contexte des cadres de financement nationaux intégrés, Astana et en ligne, 23 novembre 2022.
11. Atelier sur l'appui à la mise au point d'un cadre de financement national intégré au Pakistan, Islamabad, 13 décembre 2022.
12. Manifestation régionale d'échange de connaissances sur le financement du développement durable dans la région Asie-Pacifique en période de volatilité et d'incertitude, Bangkok, 12 et 13 juin 2023.

13. Atelier de renforcement des capacités visant à accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 14, et à élaborer des cadres de financement nationaux intégrés, en mettant l'accent sur le financement de l'action climatique, Apia, 14 juin 2023.

14. Conférence internationale sur la dématérialisation des systèmes d'imposition au Pakistan, Islamabad, 20-22 juin 2023.

### **III. Ateliers de renforcement des capacités sur l'intégration du développement durable dans la modélisation macroéconomique**

15. Atelier national sur la construction en mieux pour l'avenir : assurer un développement inclusif, résilient et vert en Indonésie, Jakarta, 7 et 8 mars 2022.

16. Atelier national sur la construction en mieux pour l'avenir : assurer un développement inclusif, résilient et vert au Népal, Katmandou, 9 et 10 mars 2022.

17. Atelier national sur la construction en mieux pour l'avenir : assurer un développement inclusif, résilient et vert en Mongolie, Oulan-Bator et en ligne, 21 et 22 février 2022.

### **IV. Ateliers de renforcement des capacités sur le financement des microentreprises et petites et moyennes entreprises**

18. Atelier national sur la refonte du financement des microentreprises et petites et moyennes entreprises : un programme politique dans le contexte de l'après-crise au Bhoutan, Thimphou et en ligne, 25 avril 2022.

19. Atelier national sur la refonte du financement des microentreprises et petites et moyennes entreprises : un programme politique dans le contexte de l'après-crise au Bangladesh, Dacca et en ligne, 6 juin 2022.

20. Atelier régional sur l'élimination des obstacles aux paiements : évolution de la réglementation et solutions gagnantes à l'ère numérique, Bangkok et en ligne, 15 juin 2022.

### **V. Ateliers de renforcement des capacités sur la lutte contre la pandémie de COVID-19 et sur le relèvement après la pandémie**

21. Atelier régional sur le rôle des politiques budgétaires pour un relèvement soucieux de l'environnement après la COVID-19 : expériences, meilleures pratiques et prochaines étapes dans la région Asie-Pacifique, Bangkok, 14 et 15 septembre 2021.

22. Atelier d'orientation stratégique sur les politiques budgétaires pour une reprise durable et verte après la COVID-19 au Pakistan, Islamabad et en ligne, 25 novembre 2021.

23. Atelier de renforcement des capacités sur la politique budgétaire et le relèvement durable au Kirghizistan, en ligne, 1<sup>er</sup> février 2022.

24. Atelier de renforcement des capacités sur la politique budgétaire et le relèvement durable au Samoa, en ligne, 16 juin 2022.

25. Conférence régionale sur la riposte et le relèvement : mobilisation de ressources financières pour le développement en période de COVID-19, en ligne, 30 juin 2022.



**VI. Ateliers de renforcement des capacités sur le financement durable**

26. Atelier sur la conversion de dettes en mesures en faveur du climat, en ligne, 16 mars 2022.
27. Atelier avec le Ministère de l'économie et des finances visant à valider un document d'orientation sur l'émission d'obligations thématiques souveraines, Phnom Penh, 27 avril 2023.
28. Réunion technique avec des représentant(e)s des principaux ministères en vue d'évaluer les recommandations sur la stratégie de financement vert du Cambodge, Phnom Penh, 1<sup>er</sup>-3 mai 2022.
29. Atelier sur le renforcement de la reprise économique de Sri Lanka : envisager des modes de financement novateurs pour les objectifs de développement durable, Colombo et en ligne, 5 mai 2022.
30. Séance de formation sur la Finance Flows' Sustainable Banking Academy pour les banquiers de l'Asie du Sud-Est, Bangkok, 6 mai 2022.
31. Atelier de formation sur l'accès au financement de l'action climatique pour les pays les moins avancés en Asie, Bangkok, 8-11 août 2022.
32. Atelier sur les instruments de financement durable : formation sur l'émission d'obligations thématiques, Phnom Penh, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2022.
33. Atelier à l'intention des parties prenantes sur le financement de la transition verte du Bhoutan, Thimphou, 24 novembre 2022.
34. Séance de formation sur l'émission d'obligations thématiques durables, Colombo, 12 et 13 décembre 2022.

## Annexe III

### Concertations

1. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), en ligne, 17 mai 2022.
2. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest de la CESAP, New Delhi et en ligne, 31 mai 2023.
3. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale de la CESAP, en ligne, 9 juin 2023.
4. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents des Nations Unies dans la région Asia-Pacifique, en ligne, 17 juin 2022.
5. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud-Est de la CESAP, en ligne, 6 juillet 2022.
6. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le South Asia Watch on Trade, Economics and Environment, Lalitpur (Népal), 1<sup>er</sup> juillet 2022.
7. Débat public sur l'amplification des problèmes d'inégalité en Indonésie et ailleurs dans la région Asie-Pacifique depuis la COVID-19 (*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022*) en partenariat avec le Ministère de la planification du développement national, le Ministère des finances et l'Institut pour le développement de l'économie et des finances d'Indonésie, Jakarta et en ligne, 13 juillet 2022.
8. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec l'Institut philippin d'études sur le développement, en ligne, 14 juillet 2022.
9. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Centre de recherche et de formation des banques centrales de l'Asie du Sud-Est, en ligne, 22 juillet 2022.
10. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec le Comité national pour la CESAP du Cambodge, Phnom Penh, 28 juillet 2022.
11. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022* en partenariat avec l'Institut sur les politiques de développement durable, Islamabad, 25 août 2022.
12. Webinaire sur les perspectives économiques de l'ASEAN : élaboration de stratégies pour une reprise résiliente et durable, en partenariat avec la Banque asiatique de développement et l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est, en ligne, 26 octobre 2022.

13. Concertation sur l'élargissement du financement et de l'investissement durables dans les pays du Sud avec la participation d'Ulrich Volz, Directeur du Centre pour le financement durable de l'École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres. Cette concertation s'est tenue à Bangkok le 13 décembre 2022.
14. Concertation sur la refonte des politiques de la dette publique en vue de la réalisation des objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique, en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, 14 avril 2023.
15. Concertation sur la refonte des politiques de la dette publique en vue de la réalisation des objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, New York, 17 avril 2023.
16. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est de la CESAP, en ligne, 6 juin 2023.
17. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023* en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest de la CESAP, New Delhi et en ligne, 8 juin 2023.
18. Concertation sur la dette publique en Asie du Sud-Est : refonte de la dette publique en vue de la réalisation des objectifs de développement durable en partenariat avec le Bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est de la CESAP, Bangkok et en ligne, 14 juin 2023.
19. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023* en partenariat avec le Comité national pour la CESAP du Cambodge, Phnom Penh, 13 juillet 2023.
20. Concertation sur l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023* en partenariat avec la Banque asiatique de développement, en ligne, 15 août 2023.

## Annexe IV

### Activités intergouvernementales, sensibilisation et manifestations parallèles

1. Réunion d'information régionale sur la publication *World Economic Situation and Prospects 2022*, en ligne, 11 janvier 2022.
2. Conférence régionale du Pacifique sur la dette : aborder la question de la soutenabilité de la dette dans le Pacifique au lendemain de la crise de la COVID-19, en ligne, 5-8 avril 2022.
3. Présentation officielle de l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2022*, en ligne, 12 avril 2022.
4. Présentation officielle régionale du Rapport sur le financement du développement durable de 2022 (*Financing for Sustainable Development Report 2022*), en ligne, 14 avril 2022.
5. Manifestation parallèle sur les problèmes de la dette dans les petits États insulaires en développement : points de vue des États du Pacifique lors du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2022, en ligne, 28 avril 2022.
6. Manifestation parallèle sur les mesures que peuvent adopter les ministres des finances pour lutter contre les changements climatiques lors de la soixante-dix-huitième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok et en ligne, 24 mai 2022.
7. Manifestation parallèle sur les paiements électroniques internationaux et contribution à la troisième Conférence ministérielle sur la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique, Bangkok et en ligne, 30 septembre 2022.
8. Manifestation parallèle sur la transformation des engagements financiers en mesures concrètes pour une réduction à zéro des émissions en Asie et dans le Pacifique lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Charm el-Cheikh (Égypte), 9 novembre 2022.
9. Manifestation multipartite, organisée avec la coalition thématique sur la croissance économique inclusive et le relèvement après la pandémie de COVID-19, sur les crises convergentes et les priorités de préservation du développement humain, en ligne, 12 décembre 2022.
10. Présentation de *Finance for Climate Action: Scaling up Investment for Climate and Development*, un rapport du groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement de l'action climatique, en ligne, 20 décembre 2022.
11. Contribution au Groupe de travail sur le développement du Groupe des Vingt sous la présidence de l'Indonésie, 2022.
12. Réunion d'information régionale sur la publication *World Economic Situation and Prospects 2023*, en ligne, 2 février 2023.
13. Présentation officielle de l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique de 2023*, Bangkok et en ligne, 5 avril 2023.

14. Manifestation parallèle sur la refonte des politiques de la dette publique en vue de la réalisation des objectifs de développement durable : perspectives régionales lors du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2023, New York, 18 avril 2023.

15. Manifestation parallèle sur la définition du financement de la transition énergétique en Asie et dans le Pacifique et les enseignements tirés des partenariats pour une transition énergétique juste de l'Indonésie et du Viet Nam lors du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2023, New York, 19 avril 2023.

16. Session extraordinaire en trois parties sur la stimulation du financement de l'action climatique et de l'investissement : a) partie I : contexte mondial des initiatives climatiques pour financer l'action climatique et la réalisation des objectifs de développement durable ; b) partie II : défis liés à la constitution d'une réserve de projets et importance de l'élaboration des projets ; c) partie III : séance privée pour les porteurs de projets et les financiers, Bangkok et en ligne, 17 mai 2023.

**Annexe V**
**Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable, membres et participation aux réunions**

État membre/ membre associé	Représentant(e)	Participation			
		Première séance (20 juillet 20 22)	Deuxième séance (28 novembre 2022)	Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)	Quatrième séance (31 août 2023)
Arménie	M <sup>me</sup> Ruzanna Gabrielyan, Chef par intérim, Département de l'organisation du processus budgétaire, Ministère des finances	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Azerbaïdjan	M. Elnur Ibrahimov, Conseiller principal, Département du développement durable et de la politique sociale, Ministère de l'économie	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Bangladesh	M <sup>me</sup> Dilruba Shaheena, Secrétaire adjoint (branche Macroéconomie), Division des finances, Ministère des finances <sup>a</sup>	-	N'a pas participé	N'a pas participé	A participé
Cambodge	M. Pagnathun Theng, Directeur général de la planification, Ministère de la planification  M. Veara Kim, Vice-Secrétaire général, Comité national pour la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique  M. Somethea Chhau, Directeur général adjoint, Département général des politiques, Ministère de l'économie et des finances	M. Kim et M. Chhau ont participé	M. Chhau a participé	D'autres représentant(e)s ont participé	M. Kim et M. Chhau ont participé
Fédération de Russie	M. Alexander Dyukarev, Chef, Division des Nations Unies et du Groupe des Vingt, Ministère du développement économique	M. Dyukarev et M <sup>me</sup> Bagrad ont participé	M. Dyukarev et M <sup>me</sup> Bagrad ont participé	M. Dyukarev et M <sup>me</sup> Bagrad ont participé	M <sup>me</sup> Bagrad, M. Astapov, M <sup>me</sup> Silkina et M <sup>me</sup> Svistunova ont participé

<i>État membre/ membre associé</i>	<i>Représentant(e)</i>	<i>Participation</i>			
		<i>Première séance (20 juillet 20 22)</i>	<i>Deuxième séance (28 novembre 2022)</i>	<i>Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)</i>	<i>Quatrième séance (31 août 2023)</i>
	M <sup>me</sup> Maria Bagrad, Fonctionnaire, Département de la coopération économique multilatérale et des projets spéciaux, Ministère du développement économique				
	M <sup>me</sup> Irina Romantceva, Chef adjoite, Section de l'aide au développement international, Département des relations financières internationales, Ministère des finances <sup>b</sup>				
	M. Kirill Astapov, Consultant principal, Section de l'aide au développement international, Département des relations financières internationales, Ministère des finances <sup>b</sup>				
	M <sup>me</sup> Daria Silkina, Chef, Section du financement du développement durable, Département des relations avec les entreprises, Banque de Russie <sup>b</sup>				
	M <sup>me</sup> Daria Svistunova, économiste en chef, Département de la coopération internationale, Banque de Russie <sup>b</sup>				
Géorgie	M. Vakhtang Chalapeikrishvili, Chef, Département de l'analyse macroéconomique et de la planification des politiques budgétaires, Ministère des finances	A participé	A participé	A participé	A participé

État membre/ membre associé	Représentant(e)	Participation			
		Première séance (20 juillet 20 22)	Deuxième séance (28 novembre 2022)	Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)	Quatrième séance (31 août 2023)
Inde	M <sup>me</sup> Gurvinder Kaur, Directrice adjointe, Division économique, Département des affaires économiques, Ministère des finances	A participé	A participé	A participé	Un(e) autre représentant(e) a participé
Indonésie	M <sup>me</sup> Raden Siliwanti, Directrice du financement multilatéral, Adjointe à la planification du développement, Ministère de la planification du développement national et Agence nationale de développement <sup>c</sup>	Le(la) représentant(e) de l'ambassade a participé en observateur (trice)	-	N'a pas participé	N'a pas participé
Japon	-	Le(la) représentant(e) de l'ambassade a participé en observateur (trice)	Le(la) représentant(e) de l'ambassade a participé en observateur (trice)	-	-
Kiribati	M <sup>me</sup> Vanessa Uelese Va'ai, Économiste sectorielle, Bureau national de planification économique, Ministère des finances et du développement économique	A participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Malaisie	M. Herman bin Abdul Harmid, Directeur adjoint, Ministère de l'économie  M. Maximilian Tariq Conrad, Économiste principal, Division de l'économie et du budget, Ministère des finances  M <sup>me</sup> Madelena Mohamed, Directrice de la durabilité, Bank Negara Malaysia  M <sup>me</sup> Vigneswari Palanimuthu, Directrice adjointe principale, Division macroéconomique, Ministère de l'économie	M. Bin Abdul Harmid, M. Conrad, M <sup>me</sup> Mohamed et M <sup>me</sup> Palanimuthu ont participé	M. Bin Abdul Harmid a participé	M. Bin Abdul Harmid, M. Conrad et M <sup>me</sup> Mohamed ont participé	N'a pas participé <sup>d</sup>



État membre/ membre associé	Représentant(e)	Participation			
		Première séance (20 juillet 20 22)	Deuxième séance (28 novembre 2022)	Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)	Quatrième séance (31 août 2023)
Maldives	M. Mohamed Imad, Directeur général de la planification nationale  M <sup>me</sup> Aishath Saadh, Directrice générale adjointe de la planification nationale et de la coordination des objectifs de développement durable (membre suppléant)	M. Imad a participé	M. Imad a participé	M <sup>me</sup> Saadh a participé	M. Imad a participé
Mongolie	M <sup>me</sup> Enkhmunkh O., Spécialiste, Département des politiques de développement intégrées, Ministère de l'économie et du développement <sup>e</sup>	-	-	A participé	N'a pas participé
Nauru	M. Samuel Grundler, Vice-Secrétaire par intérim, Division de la planification et de l'aide, Ministère des finances <sup>f</sup>	-	A participé	Un(e) autre représentant(e) a participé	N'a pas participé
Ouzbékistan	M. Anvarkhon Umarkhujaev, Chef de département, Ministère du développement économique et de la réduction de la pauvreté <sup>g</sup>	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	-
Pakistan	M <sup>me</sup> Mariam Ayub, Responsable de section (branche des finances et des politiques extérieures), Ministère des finances et des recettes publiques  M. Ali Kemal, Chef de la Section des objectifs de développement durable, Ministère de la planification, du développement et des initiatives spéciales <sup>h</sup>	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Papouasie-Nouvelle-Guinée	M. Philemon Senginawa, Premier Secrétaire, Haut Commissariat de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en Malaisie <sup>i</sup>	A participé	N'a pas participé	N'a pas participé	-

État membre/ membre associé	Représentant(e)	Participation			
		Première séance (20 juillet 20 22)	Deuxième séance (28 novembre 2022)	Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)	Quatrième séance (31 août 2023)
Philippines	M <sup>me</sup> Maria Edita Z. Tan, Sous-Secrétaire, Ministère des finances M. Neil Adrian S. Cabiles, Secrétaire assistant, Département des finances (membre suppléant)	M <sup>me</sup> Tan a participé	N'a pas participé	N'a pas participé	D'autres représentant(e)s ont participé
République de Corée	M. Jun Ho Shin, Directeur, Division du financement du développement, Ministère de l'économie et des finances M. Kwangsun Ahn, Directeur adjoint, Ministère de l'économie et des finances <sup>1</sup>	M. Shin a participé	Un(e) autre représentant(e) a participé	M. Shin a participé	N'a pas participé
Singapour	M. Logaventhan Karuppanan, Directeur adjoint (changements climatiques et développement durable), Direction des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères	A participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Sri Lanka	M <sup>me</sup> Shashini Withana, Sous-Directrice, Division du marché des capitaux et de l'investissement, Département des ressources extérieures, Trésor public, Ministère des finances, de la stabilisation économique et des politiques nationales	A participé	N'a pas participé	N'a pas participé	A participé
Tadjikistan	M. Saidzoda Abdulmanon, Spécialiste en chef, Département principal de la dette publique et des investissements publics, Ministère des finances M <sup>me</sup> Bobojanova Mavlyuda, Spécialiste en chef, Département principal du budget de l'État, Ministère des finances M. Qosimov Dovar, Spécialiste, Département principal du gouvernement, Ministère des finances	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé

État membre/ membre associé	Représentant(e)	Participation			
		Première séance (20 juillet 20 22)	Deuxième séance (28 novembre 2022)	Troisième séance (27 février et 9 mars 2023)	Quatrième séance (31 août 2023)
Thaïlande	M. Warotai Kosolpisitkul, Conseiller économique international, Bureau de la politique budgétaire, Ministère des finances	D'autres représentant(e)s ont participé	D'autres représentant(e)s ont participé	Un(e) autre représentant(e) a participé	D'autres représentant(e)s ont participé
Timor-Leste	M <sup>me</sup> Brigida Soares, Coordinatrice, Agence nationale pour la planification, le suivi et l'évaluation	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Türkiye	M. Emek Gunaydin, Chef, Département de l'analyse financière, Ministère du Trésor et des Finances	A participé	N'a pas participé	A participé	A participé
Vanuatu	M. August Letlet, Directeur général (Secrétaire permanent), Ministère des finances et de la gestion économique <sup>k</sup>	-	N'a pas participé	N'a pas participé	N'a pas participé
Macao (Chine)	M <sup>me</sup> Hang Kun Lau, Directrice exécutive, Conseil d'administration, Autorité monétaire de Macao	A participé	A participé	A participé	A participé

<sup>a</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 25 octobre 2022.

<sup>b</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 14 avril 2023.

<sup>c</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 22 décembre 2022.

<sup>d</sup> Le secrétariat a été informé que, le 31 août étant la fête de l'indépendance de la Malaisie, les représentant(e)s de ce pays ne pourraient pas assister à la réunion.

<sup>e</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 17 février 2023.

<sup>f</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 28 novembre 2022.

<sup>g</sup> Le secrétariat a été informé en juillet 2023 que M. Umarkhujaev ne serait plus le référent pour l'Ouzbékistan. Le secrétariat attend qu'un autre référent soit désigné.

<sup>h</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 29 août 2023.

<sup>i</sup> La nomination a été retirée le 16 mai 2023.

<sup>j</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 24 mai 2023.

<sup>k</sup> A rejoint le Groupe consultatif le 26 octobre 2022.